

Introduction

L'immigration portugaise en France : penser les impensés

Irène DOS SANTOS et Sónia FERREIRA

Les Portugais ont constitué la population immigrée la plus nombreuse en France du milieu des années 1970 jusqu'à la fin des années 1990, faisant l'objet de recherches menées dès les années 1970 en sciences sociales et humaines¹. Malgré cette importance numérique aucun ouvrage de synthèse réunissant une diversité d'approches sur ce qui fait la particularité de l'immigration portugaise en France sur le temps long n'a jusqu'à aujourd'hui été publié². D'ailleurs une des questions qui sous-tend cet ouvrage – une immigration invisible ? – pointe aussi un certain désintérêt des sciences sociales françaises pour cette sociohistoire migratoire,

1. La catégorie statistique « immigré » comprend les Français par acquisition (nés hors de France) et les étrangers (nés hors de France) ; sur la construction de la catégorie statistique d'« immigré », voir Spire (1999). En 1999, la population « immigrée » originaire du Portugal était numériquement la plus importante (789 388 individus) juste devant les immigrés originaires du Maroc (728 333) et d'Algérie (683 974). En 2021, le Portugal était troisième dans le classement des pays de naissance les plus fréquents des immigrés, juste après l'Algérie et le Maroc (Insee, recensements de la population de 1999 et de 2021).

2. À l'exception de numéros de revues spécialisées, dont *Hommes et Migrations* (1966, 1989, 1997) et les *Cahiers de l'Urmis* (2004). Sur le lien entre le stéréotype d'une immigration « sans problème » et l'absence de données produites sur cette population, se reporter au chapitre de Victor Pereira dans l'ouvrage.

même si le renouvellement des flux depuis la crise de 2008 a suscité de nouveaux travaux³.

Pourquoi vouloir réinterroger l'« invisibilité » de l'immigration portugaise (Cordeiro, 1999 ; Volovitch-Tavares, 2006⁴), dans un pays comme la France où le modèle de société est fondé sur l'assimilation des immigrés ? L'opposition entre des populations représentées comme étant les unes « visibles » et les autres « invisibles » traduit des rapports particuliers de la société française à son histoire migratoire et à ses populations dites immigrées. Un des objectifs de cet ouvrage est précisément de déconstruire les représentations dominantes, les préjugés et les stéréotypes, y compris les autoreprésentations, qui fondent la manière dont individus, groupes, populations sont perçus et se perçoivent dans une société donnée. Sur quels éléments reposent cette construction d'une invisibilité ou d'une visibilité ? Dans quelle mesure la figure de migrant européen – puis le statut de « citoyen européen » à partir des années 1990 – a protégé les Portugais de France de l'« errance immigrée » (Boubeker, 2016 : 28) ? Comment comprendre l'invisibilité politique de celles et ceux qui, à différentes époques, ont pourtant voulu être vus en tant que Portugais ou héritiers de l'immigration portugaise ?

Poser ces questions permet de rentrer dans la complexité des relations sociales, notamment des classements entre individus et entre groupes, et de montrer comment, loin des évidences, les processus d'identification et de différenciation – d'acceptation et de rejet de l'altérité, mais aussi d'affirmation identitaire (ou ethnicité) – sont imbriqués et se construisent historiquement. La recherche scien-

3. C'est pour répondre à ces enjeux de cumulativité du savoir sur une immigration peu étudiée dans la longue durée et la diversité de ses contours sociodémographiques, historiques et anthropologiques, que nous avons organisé en 2018 à l'Unité de recherches Migrations et Sociétés (Urmis) de l'Université Paris Cité, en collaboration avec le Centre de recherche en anthropologie (CRIA) de l'Université nouvelle de Lisbonne, la journée d'études : « Immigration portugaise en France : penser les impensés. »

4. Voir aussi Strudel (2004) ; Ghemmaz (2008) sur le rapport au politique des immigrés portugais en tant que « citoyens européens » ; dans l'ouvrage se reporter au chapitre d'Inês Espírito Santo pour une analyse des autoreprésentations en tant que « travailleur immigré », « clandestin », « citoyen européen ».

tifique elle-même est traversée par des questionnements autour des manières de nommer, donc de catégoriser ces individus et ces groupes. Ces questionnements font l'objet de controverses entre celles et ceux qui évoquent le risque, d'un côté, que soit pérennisée leur « extériorité » (Dewitte, 1999), notamment le statut « immigré » chez les enfants (De Rudder, 1997), ou, de l'autre, de rester aveugles aux inégalités voire aux discriminations qu'ils doivent affronter pour appartenir à la société française, et qui nécessitent d'être appréhendées et donc d'être identifiables en tant que telles (Simon, 1998)⁵.

Si nous avons fait ici le choix de traiter spécifiquement de la population portugaise et d'origine portugaise de France, les processus sociaux qui ont traversé et recomposé cette population depuis le début du ^{xx}e siècle sont néanmoins enchevêtrés aux histoires d'autres populations immigrées arrivées depuis la fin du ^{xix}e siècle : les autres immigrés européens « blancs » et de religion catholique – bien qu'initialement le type de catholicisme des Portugais les rendait davantage visibles qu'invisibles au sein des paroisses françaises (Volovitch-Tavares, 2009⁶) ; et les immigrations postcoloniales.

Les Portugais partagent avec les autres immigrations originaires de pays européens – Belges, Polonais, Italiens, Espagnols... – le fait d'avoir eu à subir la xénophobie et le racisme de la société d'accueil. Les historiens ont montré que ces populations considérées aujourd'hui comme intégrées, ou assimilées, à la société française ont elles aussi été victimes de ces violences (Dornel, 2004 ; Gastaut, 2004). Par ailleurs, ces populations originaires de pays européens ont été prises dans un processus de racialisation particulière

5. Ce débat fait écho à celui sur l'absence de statistiques dites ethniques en France. Des enquêtes menées à partir de données du recensement national permettent de pallier ce manque et d'étudier les trajectoires d'individus en fonction de leur origine (pays de naissance des parents et des grands-parents) : c'est notamment le cas de l'enquête statistique « Trajectoires et origines » (TeO, 2008-2009 ; TeO2, 2019-2020) ; pour une présentation de l'enquête TeO se reporter dans l'ouvrage au chapitre de Margot Delon.

6. Voir aussi Cruz (1996).

construite sur la « blanchité »⁷. Cette racialisation les a positionnés dans les hiérarchies sociales et ethnoraciales (fondées sur l'origine et/ou l'apparence) dans un statut *intermédiaire* entre groupe majoritaire et groupes de minoritaires qui a évolué en fonction des époques – ce que montre l'approche qui mobilise la notion de « blanc honoraire » développée dans l'ouvrage (chapitre de Margot Delon). Bien qu'objet de controverses dans les sciences sociales en France, nous considérons pertinent d'introduire cette proposition théorique dans un ouvrage sur l'immigration portugaise, pour penser la catégorie de migrant européen, la dialectique visibilité-invisibilité, le concept de « paratonnerre maghrébin » proposé par le sociologue Albano Cordeiro (1989-1990), et ce dans la mesure où la blanchité permet aussi d'interroger l'impensé colonial dans la société française.

Cette question de l'expérience transmise et/ou vécue du racisme – y compris celui vécu dans l'apprentissage de la blanchité, au contact de l'intimité des familles bourgeoises françaises lorsque les mères ont été gardiennes d'immeuble dans les beaux quartiers de grands centres urbains (Paris, Lille, Lyon...) – est longtemps restée dans l'indicible pour les migrants eux-mêmes et leurs enfants en quête, pour la majorité d'entre eux, d'indifférenciation sociale et culturelle. Contrairement aux jeunes issus de l'immigration maghrébine (Hajjat, 2013) ou, de manière plus récente, de l'immigration asiatique (Chuang, 2021), cette expérience du racisme n'avait pas fait l'objet de revendications politiques. Elle a pourtant été rendue explicite depuis les années 1980 à travers l'implication de jeunes militants portugais aux côtés des militants associatifs maghrébins à Convergence 84 – Marche pour l'égalité

7. Il s'agit moins d'être blanc que d'être perçu comme blanc. La blanchité (ou blanchéité) est la traduction du concept de *whiteness* issu du lexique des sciences sociales anglo-saxonnes. Le concept de « blanchité » a vocation à penser les rapports inégaux entre groupes socialement perçus comme blancs, non-blancs ou historiquement blanchis à des degrés divers, mais aussi à comprendre l'expérience des discriminations que vivent les minorités ethnoraciales confrontées à une hégémonie blanche en interrogeant les avantages que peuvent conférer ces discriminations à d'autres groupes sociaux.

(Cordeiro, 2015⁸). Aujourd'hui la référence au racisme vécu par les migrants portugais est rendue explicite dans un espace associatif de construction d'une mémoire politisée : à l'image de *Mémoire Vive/Memória Viva* qui a été à l'origine en 2020 de l'« Appel pour une collecte de témoignages sur le racisme anti-portugais en France ». Créée en 2003 par des individus de la génération qui avait participé à Convergence 84 et fondé l'association des étudiants portugais à l'Université de Nanterre⁹, et faisant de la « mémoire » un nouveau répertoire d'action collective, *Mémoire Vive/Memória Viva* cherche à rompre avec les récits officiels, français et portugais, d'une « histoire sans histoires » (Dos Santos, 2005b : 93) et d'une intégration exemplaire des migrants portugais à la société française¹⁰.

En France, l'immigration portugaise se distingue des autres immigrations européennes par sa temporalité : le caractère plus récent de ses flux massifs (années 1960-début des années 1970) ; la continuité jusqu'à aujourd'hui des liens sociaux avec les villages ruraux d'origine à travers le maintien d'un « va-et-vient identitaire » (Charbit, Hily et Poinard, 1997) et l'âge de la retraite vécu sur les deux espaces (Portugal Branco, 2004 ; Attias-Donfut, 2006) ; sa superposition avec les immigrations postcoloniales en provenance d'Afrique du Nord et subsaharienne arrivées au même moment. Des chercheurs ont montré comment les immigrés portugais ont bénéficié de politiques migratoires françaises plus favorables en comparaison aux Algériens notamment (Volovitch-Tavares, 2000 : 130 ; Viet, 2004), corollaire du contentieux colonial entre la France et l'Algérie. D'après le sociologue Albano Cordeiro, l'insertion des Portugais à la société française s'est faite

8. Voir aussi les témoignages rassemblés dans Rodrigues *et al.* (1985) ; ainsi que le film de Lola Vieira, *Mémoire Bleue*, 2016, 50 mn.

9. Association estudiantine qui avait pour revendication l'accès à des bourses d'étude de l'enseignement supérieur pour les jeunes portugais de France (Carvalho, 1987 : 70) à une époque où peu d'entre eux accédaient à l'enseignement supérieur.

10. Voir la tribune publiée dans *Le Monde* le 9 janvier 2018 : « Ni bons ni mauvais. Réponse à ceux qui voudraient instrumentaliser l'histoire de l'immigration portugaise », à l'initiative du réalisateur Hugo Dos Santos (association *Mémoire Vive*) et de l'historien Victor Pereira (dans l'ouvrage voir aussi le chapitre de Manuel Antunes da Cunha).

à l’abri du « paratonnerre maghrébin » (Cordeiro, 1989-1990). Dans cette perspective, l’image plus « positive » de l’immigré portugais au sein de la société française s’est construite par comparaison, et en opposition avec ces immigrés postcoloniaux. Dans une étude croisée de deux publications du début des années 1970 à destination des Maghrébins (*Al Assifa* publié par le Mouvement des travailleurs arabes – MTA) et des Portugais (*Jornal do Emigrante* publié par la Ligue portugaise de l’enseignement et de la culture populaire), l’historienne Brigitte Jelen remarque que ce n’est pas « le “communautarisme” qui pose problème en France, mais bien l’origine nationale ou “ethnique” des auteurs de ces revendications identitaires » (Jelen, 2004). Cette représentation a eu pour corollaire une invisibilisation des Portugais dans l’espace public français selon une double dynamique d’assignation par la société française à être de « bons immigrés » et d’appropriation par les migrants eux-mêmes de cette norme. Cette appropriation a été facilitée par l’expérience d’un régime autoritaire – répression, intériorisation de l’autocensure et apolitisme – vécue avant la migration, et avec la clandestinité (pour ceux ayant émigré illégalement en France).

Cependant les immigrés portugais et leurs descendants ne sont pas les seuls concernés par cette invisibilisation, d’autres populations comme les Espagnols (Taboada-Leonetti, 1987) ou encore les Chinois et leurs descendants en France ont aussi suscité ce type de questionnement. Le paradigme de « minorité modèle », dans son articulation à celui de « minorité invisible », mobilisé pour les Chinois, les autres Asiatiques et leurs descendants souvent associés « à l’ardeur au travail, au sens de la famille, à la réussite scolaire » (Du *et al.*, 2021 : 24), semble opératoire pour une approche de l’immigration portugaise privilégiant la comparaison avec d’autres groupes immigrés : « [...] en France la réussite de la “minorité modèle” servirait-elle de caution au modèle républicain d’intégration par le mérite individuel ? » (Du *et al.*, *ibid.*).

L’ouvrage évoque la manière dont la construction des représentations de ces différentes populations immigrées – celles d’origine

européenne et celles arrivées des anciennes colonies françaises, dans leur diversité interne – est historiquement imbriquée. Plusieurs chapitres s'intéressent à la fois aux appropriations du stéréotype de « bons » immigrés et à sa mise à distance en fonction des époques, des générations et des espaces sociaux étudiés – espaces associatifs, milieux du travail et espaces médiatiques¹¹ – ainsi que les rapports d'ethnicité avec d'autres groupes d'immigrés – dans le travail, le logement et l'espace du religieux (chapitres de Victor Pereira, Dominique Vidal, Yasmine Siblot, Guillaume Étienne).

Jusqu'à récemment, la question coloniale en lien avec l'immigration portugaise a peu intéressé la recherche qui, de manière générale, a peiné à voir ces migrants subalternes autrement que comme une main-d'œuvre docile, sans histoire et non politisée. La comparaison entre immigrés postcoloniaux et immigrés portugais n'a pas suscité de réflexion sur le poids des stéréotypes historiques en lien avec l'histoire coloniale portugaise, notamment dans le racisme des immigrés portugais envers des populations noires en France. S'intéressant à la hiérarchisation de l'organisation du travail et des emplois dans les entreprises du bâtiment et des travaux publics (BTP), le sociologue Nicolas Jounin a montré que, d'un côté, « le droit » des « petits chefs » portugais d'humilier les inférieurs et, de l'autre, les stéréotypes négatifs portés sur les « petits chefs » portugais par les ouvriers du bâtiment résultaient tous deux d'une hiérarchisation ethnique du travail (Jounin, 2004)¹². Mais dans cette perspective de recherche, la question de l'infériorisation hiérarchique par les Portugais des autres ouvriers d'Afrique du Nord

11. Sur le revirement du stigmatisme par des jeunes dans les réseaux sociaux, voir le chapitre de Manuel Antunes da Cunha.

12. La perspective des relations interethniques considère que les frontières ethniques sont à la fois le fruit de rapports sociaux inégaux, dont le racisme, et l'œuvre des groupes eux-mêmes qui s'organisent autour de la croyance en une origine commune (culturelle, nationale, religieuse...). Les frontières du groupe ethnique sont mouvantes et (re)définies dans les interactions sociales avec d'autres groupes. Dans cette perspective, qui questionne le sentiment d'appartenance des individus au groupe, tous les migrants de nationalité portugaise et leurs enfants voire petits-enfants n'appartiennent donc pas *par essence* à ce groupe. Dans l'ouvrage, se reporter au chapitre de Sónia Ferreira qui propose une analyse de l'ethnogenèse de la « portugalité » dans la société française, à partir notamment de l'entrepreneuriat ethnique et de la catégorie de « lusophone ».

et subsaharienne n'a pas été regardée à l'aune de l'intériorisation de préjugés d'origine coloniale¹³. Or dans ce contexte, il semble pertinent de s'interroger sur les régimes de racialisation en présence : celui, envers les « Noirs » (*Pretos*), hérité de l'idéologie raciste prônée par l'*Estado Novo* portugais (1933-1974) (Matos, 2013), et qui vise aujourd'hui les populations immigrées lusophones postcoloniales au Portugal (cap-verdiennes, guinéennes, angolaises, mozambicaines...)¹⁴, et le régime de racialisation plus spécifique à la société française centré sur les individus catégorisés comme « Maghrébins ».

Des travaux s'inscrivant dans le champ de la sociologie des relations interculturelles ont montré comment l'histoire impériale du Portugal a pu constituer une « ressource identitaire » (Oriol, 1985a) au sein de l'immigration portugaise, notamment à travers le vaste réseau associatif portugais et franco-portugais (Poinard et Hily, 1984 ; Cordeiro, 1989). Suite à la rupture qui s'est produite en 1974 avec la Révolution des Œillets, le sociologue Michel Oriol s'interrogeait en ces termes : « Comment le Portugal d'après 74 peut-il être le même que celui d'avant, après que la révolution des œillets ait bouleversé le discours politique, et alors qu'il ne s'agit plus de revendiquer les sujets d'un empire, mais les prolétaires d'une diaspora ? » ; et évoquant : « Les embarras de l'État, et, parfois, des porte-parole des émigrés eux-mêmes, dans la gestion symbolique de cette continuité/discontinuité. » (Oriol, 1984 : 98)

Initialement créées comme des espaces d'entraide permettant d'assurer la solidarité entre des migrants isolés au sein de la société française, les associations ont été transformées avec l'arrivée de femmes dès le début des années 1960. L'immigration portugaise

13. Les Portugais arrivaient d'une ancienne métropole coloniale, centre d'un vaste empire « perdu » avec l'avènement de la démocratie au Portugal, à la suite de la Révolution des Œillets du 25 avril 1974 qui a mis fin à près de cinquante années de dictature de droite.

14. La catégorie « lusophones » englobe les migrants originaires d'anciennes colonies portugaises devenus des pays de « langue officielle portugaise », et/ou du Portugal (porte d'entrée en Europe pour ces migrants), qu'ils soient ou non locuteurs du portugais et qu'ils aient ou non la nationalité portugaise.

en France se caractérise en effet par une féminisation ancienne et importante : en 1975, fin de la période des flux massifs, il y a une parité entre le nombre de femmes et d'hommes (Portugal Branco, 2004). Ces espaces sont dès lors devenus des lieux de transmission entre les générations de la culture populaire d'origine (Callier-Boisvert, 1978), des lieux d'endogamie et d'encadrement de la jeunesse pour éviter les comportements « déviants » observés dans d'autres populations immigrées (un argument communément partagé par les dirigeants de ces associations). Différents types d'associations ont cependant existé simultanément, illustrant la présence de figures multiples de migrants : celle des militants politiques, minoritaires et discrets car surveillés par l'État portugais qui craignait « la contamination politique » de ses émigrants (Pereira, 2012a) ; et celle des Portugais dont la venue en France n'était pas motivée par des raisons exclusivement politiques, le plus souvent d'origine populaire et rurale. Cette dichotomie apparaît dans un des rares travaux menés sur la participation des migrants portugais aux mouvements ouvriers des années 1960¹⁵.

C'est dans l'héritage de cette histoire des militants politiques (antifascistes, anticolonialistes, syndicalistes) que s'inscrit, depuis le milieu des années 2000, et surtout 2010, la politisation de la mémoire de la migration portugaise (déjà mentionnée précédemment), cristallisée autour de la figure de l'exilé politique¹⁶. Ce processus mémoriel en cours est à la fois transgénérationnel et transnational, puisqu'il mobilise des liens sociaux construits avec l'association portugaise des exilés¹⁷. Ce processus met en évidence

15. Voir Kergoat (1973), il s'agit d'une recherche sur la grève des ouvriers de l'usine d'emballage Bulledor en 1967-1968 (cité in Dos Santos, Pereira et Sa Vilas Boas, 2022 : 35).

16. L'association Mémoire Vive est par exemple à l'origine de l'exposition « Refuser la guerre coloniale », Paris, avril-mai 2019, Maison du Portugal à la Cité universitaire internationale, avec pour objectif de rendre « compte de l'exil parisien des 200 000 Portugais ayant fui la guerre coloniale [...] elle redonne à l'histoire des insoumis, réfractaires et déserteurs portugais ayant immigré en France une place dans la mémoire collective » (en collaboration avec l'artiste scénographe Ângela Ferreira de Sousa et l'historien Victor Pereira) ; voir aussi le catalogue d'exposition (Dos Santos H., 2019).

17. AEP61-74 – Associação de Exilados Políticos Portugueses, fondée en 2015, à Lisbonne (Ferreira, 2020a) ; voir aussi le projet transnational #ECOS-Exils. Contrecarrer le silence, (<https://ecosexilios-cria.org/fr/>).

l'importance de l'identification, la valorisation et l'institutionnalisation de fonds d'archives par différents acteurs, pour écrire une histoire dont la multiplicité des enjeux mémoriels a jusqu'à récemment été passée sous silence¹⁸.

L'exil, qui circonscrit les Portugais arrivés dans la période de l'*Estado Novo* (1933-1974) en raison d'une persécution politique ou d'un désaccord avec le système, semble cependant être une catégorie plus pertinente lorsqu'elle est mise en relation avec d'autres contextes liés aux exilés européens et inscrite dans une analyse des contextes répressifs et des mouvements sociaux transnationaux tels les mouvements pacifistes, d'objecteurs de conscience et anticoloniaux. En ce qui concerne les flux migratoires sous l'*Estado Novo*, l'inclusion d'individus dans cette catégorie reste problématique : d'une part du fait de la difficulté de la définition du concept dans le cadre de migrations forcées (Ferreira, 2020a) et, d'autre part, de la volatilité des auto et des hétéro-attributions de la qualité d'« exilé ». Qui attribue le statut d'exilé et comment¹⁹ ? Ces questions traversent les constructions mémorielles en cours depuis les années 2000 au sein de la migration portugaise, et éclairent notamment la nécessité de dépasser la seule figure de migrant économique et apolitique dans laquelle les Portugais ont été enfermés dans la société d'origine et dans celle d'installation. Les perspectives comparées permettent par ailleurs une compréhension plus large de cet exil dans l'histoire européenne, en questionnant par exemple à l'échelle de la péninsule Ibérique l'articulation entre l'exil espagnol et le cas portugais. Plusieurs chapitres contribuent à dépasser l'absence de figure politisée de l'immigré portugais (chapitres de Cristina Clímaco, de Sónia Ferreira, et de Sónia Ferreira et

18. Dans l'ouvrage se reporter au chapitre de Sónia Ferreira. Notons toutefois la constitution, depuis le milieu des années 2010, de fonds d'archives à la Contemporaine (bibliothèque, archives, musée des mondes contemporains) qui accueillent et traitent les archives personnelles de membres de l'association *Mémoire Vive/Memória Viva* liées aux mouvements politiques, sociaux ou civiques (dont Vasco Martins, António Oneto, Daniel Lacerda ou encore Albano Cordeiro).

19. Pour une sociohistoire de la distinction entre réfugiés politiques et migrants économiques, voir Akoka (2020).

Filomena Silvano) et éclairent l'impasse heuristique que constitue l'homogénéisation de cette population, même s'il paraît par ailleurs nécessaire de prendre en compte l'attachement à l'imaginaire, ou à la mémoire collective d'une « communauté immigrée homogène » (chapitre d'Inês Espírito Santo).

À l'instar de la figure de l'exilé, certaines catégories analytiques n'ont que très peu été explorées, telles que les mouvements sociaux, les relations postcoloniales avec d'autres groupes lusophones, la consommation et la culture matérielle (à l'exception du logement), les élites ou encore les femmes. Arrivées seules ou dans le cadre d'un projet migratoire familial, les femmes portugaises ont pourtant joué un rôle essentiel, notamment dans la transformation du modèle familial rural au contact des familles françaises (Lévi, 1977 ; Callier-Boisvert, 1981). Cette transformation de la cellule familiale a été importante pour le processus d'insertion à la société urbaine française (Leandro, 1995a, b), observé à partir du contexte social parisien, mais également en province, comme l'ont montré les recherches menées par les anthropologues Colette Callier-Boisvert et Caroline Brettell dans la région de Poitiers, auprès de différents profils de femmes, célibataires ou mariées au moment de l'émigration, d'origine rurale ou urbaine, paysannes ou ouvrières (Callier-Boisvert et Brettell, 1977 ; Brettell, 1982)²⁰. C'est dans l'émigration que beaucoup d'entre elles connaissent leur premier travail salarié (au Portugal, le taux d'activité féminine rémunérée et déclarée était très faible avant les années 1980), ce capital d'expérience ayant engendré une représentation positive de l'émigration. Certaines de leurs filles, de la génération des enfants nés au Portugal et arrivées en France avant l'adolescence, devenues des militantes, ont porté un regard critique sur « l'enfermement » et « l'invisibilité » de leurs parents dans la société française, sur leur religiosité et l'éducation réservée aux filles, ou encore sur le projet de retour.

20. Voir aussi Taboada-Leonetti et Lévi (1978) qui proposent une approche comparée des modes d'insertion des femmes immigrées de cinq nationalités (espagnole, portugaise, algérienne, marocaine et tunisienne).

Ce fut par exemple le cas de la compagnie de théâtre bilingue *Cá e lá* (Ici et là-bas, ici et ailleurs) avec la pièce *Le cul entre deux chaises*, du collectif Centopeia à l'origine du film *Portugaises d'origine* (Gordey, 1985), et de la brochure *Thos : chuchotements dans l'arrière-cour* (mai 1985)²¹. Certaines de ces femmes ont aussi participé à Convergence 84, été membres de l'Association des étudiants portugais, puis de l'association Mémoire Vive/*Memória Viva* évoquées ci-avant. L'absence de traces concernant cette production culturelle et associative militante rejoint la question de l'identification et l'institutionnalisation de fonds d'archives, y compris secondaires, nécessaire à l'écriture de l'histoire.

Finalement, il nous paraît important de réfléchir à la manière de penser la catégorie classique de « migration portugaise » à partir de catégories plus larges – moins réductrices – en réinscrivant ces catégories d'analyse dans leurs contextes sociohistoriques. La catégorie « européenne » a commencé à être discutée dans les années 1980 pour débattre des changements induits par l'intégration du Portugal dans l'Union européenne (1986), ce qui a placé le migrant portugais dans une situation plus valorisée²², créant la possibilité de nouvelles représentations plus positives de cet ancien migrant devenu un citoyen de l'Union européenne autorisé à circuler et séjourner librement sur le territoire des États membres. Mais que signifie pour un Portugais d'être « européen », un « mobile », en France ? L'articulation entre catégories juridiques et représentations sociales ne va pas toujours de soi (chapitre d'Inês Espírito Santo).

En tant que « mobiles » européens, les Portugais ne sont ni quantifiables ni appréhendés dans une perspective migratoire classique, mais dans le cadre de recherches portant sur les travailleurs détachés et les travailleurs qualifiés, sur la citoyenneté européenne

21. Voir aussi Cunha (1988), la dernière partie de l'ouvrage est intitulée « Jeunes à l'écart de la grande famille », et Gaspar (2023).

22. Pour une analyse de l'identification à l'Europe centrée sur des individus de la génération des enfants, voir Oriol (1984 ; 1988) ; La Barre (1997).

ou encore les jeunes en mobilité (génération Erasmus). Ce statut de ressortissant de l'Union européenne, qui semblait plus ou moins stabilisé, prend de nouvelles formes avec le Brexit et la montée en Europe de mouvements d'extrême droite populistes, xénophobes et anti-européens, notamment en France. Cette stabilité devra-t-elle être remise en question ?

La catégorie « lusophones » nous semble être une autre catégorie d'analyse pertinente pour penser, dans l'avenir, la migration portugaise et la manière dont les rapports sociaux postcoloniaux redéfinissent les contours de son identité collective, de ses représentations et autoreprésentations dans les sociétés française et portugaise. Aujourd'hui les migrants « lusophones » de nationalité portugaise constituent la moitié des usagers du consulat général du Portugal à Paris, et pourtant les relations avec ces *autres* Portugais restent pour le moment peu travaillées. Or on peut imaginer que l'étude des continuités et discontinuités entre ces sujets de l'empire (et de l'ancien empire), prolétariens, mais aussi cadres et cerveaux de la diaspora, portugais, européens, lusophones... pourront considérablement enrichir la recherche sur la migration portugaise en France et en Europe.

En privilégiant un bornage temporel large qui s'étend du début du ^{xx}e au début du ^{xxi}e siècle, l'ouvrage propose d'aller au-delà de la figure du migrant portugais issus des flux massifs des années 1960-1970. Une première partie est consacrée aux représentations des migrants portugais en inscrivant la réflexion dans la longue durée du ^{xx}e siècle, et en articulant la dialectique visibilité-invisibilité à la question des médias et à celle de la construction des publics en contexte migratoire (ou publics ethniques). Une deuxième partie s'intéresse à des figures de « migrants » construites dans différents contextes sociohistoriques : celui de l'entre-deux-guerres qui voit déjà apparaître la figure de l'exilé, et celui du processus de construction de l'Union européenne qui vient complexifier la figure du migrant intra-européen. Les parties trois et quatre contribuent à donner à voir une diversité de trajectoires sociales, celles notam-

ment de femmes de classes populaires issues de flux migratoires plus récents, mais également de descendants de la génération des flux des années 1960-1970, questionnant la temporalité migratoire à partir de la persistance de mobilités spatiales entre la France et le Portugal et d'appartenances sociales transnationales, mais également d'appropriation de pratiques culturelles (religieuses) de la société d'installation.

L'ouvrage constitue aussi une synthèse des recherches menées depuis les années 1970, sans pour autant prétendre à l'exhaustivité, car il s'agissait avant tout de mettre en lumière les différentes approches de la communauté scientifique (en privilégiant les recherches menées du point de vue de la société d'installation) et les évolutions dans les concepts analytiques mobilisés pour appréhender la particularité de l'immigration portugaise en France.